



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau, nature et biodiversité

Unité gestion des procédures environnementales

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 10 DEC. 2020

portant ouverture de consultation du public prévue par la procédure d'enregistrement  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

### **EARL BRAMBEC – Plescop**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 et suivants ;

**Vu** le décret du 10 juillet 2019, nommant M. Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;

**Vu** la demande présentée, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, par l'EARL Brambec, dont le siège social est situé au lieu-dit « Brambec d'en haut » 56890 Plescop, en vue d'exploiter à cette adresse un élevage porcin devant comporter, après extension, 175 reproducteurs, 30 cochettes, 940 places de post sevrage et 1 768 porcs à l'engrais, soit 2 511 animaux équivalents ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 novembre 2020 ;

**Considérant** que cette installation soumise à enregistrement doit faire l'objet d'une consultation du public ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

### **ARRETE**

**Article 1er** - La demande présentée, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, par l'EARL Brambec, dont le siège social est situé au lieu-dit « Brambec d'en haut » 56890 Plescop, en vue d'exploiter à cette adresse un élevage porcin devant comporter, après extension, 175 reproducteurs, 30 cochettes, 940 places de post sevrage et 1 768 porcs à l'engrais, soit 2 511 animaux équivalents, sera soumise à la consultation du public **du lundi 11 janvier 2021 à 8h30 au lundi 8 février 2021 à 17h30** (soit 4 semaines) en mairie de Plescop.

**Article 2** - Cette procédure sera annoncée par les soins des maires de Plescop, Grand-Champ, Saint Avé, Vannes, Ploeren et Pluneret par un avis affiché en mairie au plus tard deux semaines au moins avant le début de la consultation du public soit **le 25 décembre 2020 au plus tard** et durant toute la durée de la consultation. Les maires de Plescop, Grand-Champ, Saint Avé, Vannes, Ploeren et Pluneret établiront un certificat d'affichage justifiant l'accomplissement de cette formalité.

Cet avis précise la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, le lieu, les jours et horaires où le public pourra prendre connaissance du dossier, formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet et adresser toute correspondance. Il indique l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement et précise que l'installation peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101 et 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Dans les mêmes conditions de durée et de délai, le demandeur procédera à l'affichage, sur le site prévu pour l'installation, d'un avis visible et lisible de la ou des voies publiques et conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel du 16 avril 2012 (article 2).

Un avis sera en outre inséré en caractères apparents deux semaines au moins avant le début de la consultation du public par les soins du préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan), aux frais du demandeur, dans les journaux Ouest-France et Le Télégramme (éditions du Morbihan).

Cet avis sera également publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan.

**Article 3** : Pendant toute la durée de la consultation du public, le dossier sera consultable en versions papier et électronique chaque jour ouvrable à la mairie de Plescop aux horaires habituels d'ouverture de celle-ci. Ce dossier sera également consultable sur le site Internet des services de l'Etat dans le Morbihan ([www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)).

**Les personnes intéressées pourront consigner leurs observations du lundi 11 janvier 2021 à 8h30 au lundi 8 février 2021 à 17h30 :**

- *sur le registre mis à la disposition du public par le maire de Plescop aux jours et horaires habituels d'ouverture de la mairie au public ;*
- *par courrier adressé au préfet :*
  - *par voie postale (direction départementale des territoires et de la mer SENB/unité gestion des procédures environnementales - 1 allée du général Le Troadec - BP 520 - 56019 Vannes cedex)*
  - *ou par voie électronique à l'adresse suivante : [ddtm-icpe@morbihan.gouv.fr](mailto:ddtm-icpe@morbihan.gouv.fr).*

**Article 4** : Après clôture de la consultation du public, le registre précité sera clos et signé par le maire. Il adressera le dossier de consultation et le registre au préfet (direction départementale des territoires et de la mer SENB/unité gestion des procédures environnementales - 1 allée du général Le Troadec - BP 520 - 56019 Vannes cedex).

**Article 5** : Les conseils municipaux de Plescop, Grand-Champ, Saint Avé, Vannes, Ploeren et Pluneret peuvent émettre un avis sur la demande d'enregistrement. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés et communiqués au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer SENB/unité gestion des procédures environnementales) dans les quinze jours suivant la fin de la consultation au public.

**Article 6** : Le préfet statuera sur la demande par un arrêté d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié précité ou par un arrêté de refus.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires de la mer du Morbihan, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées) et les maires de Plescop, Grand-Champ, Saint Avé, Vannes, Ploeren et Pluneret sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **10 DEC. 2020**

Pour le préfet, par délégation,  
Le préfet,  
Le Secrétaire général,

(Guillaume QUENET)

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme et MM les maires de Plescop, Grand-Champ, Saint Avé, Vannes, Ploeren et Pluneret
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- EARL Brambec – Brambec d'en haut – 56890 Plescop